



CRISE LIÉE AU COVID-19 : QUEL ÉTAT DES LIEUX ?

Très fortement touchée par la crise liée au Covid-19, l'économie mondiale devrait vivre en 2020 sa plus forte récession depuis la Seconde Guerre mondiale. La Banque mondiale prévoit en effet une baisse historique du PIB de la planète, avant de rebondir probablement en 2021. Au Maroc, la situation est également très préoccupante. Après plusieurs mois de confinement, les perspectives restent incertaines et plusieurs secteurs espèrent redémarrer rapidement.

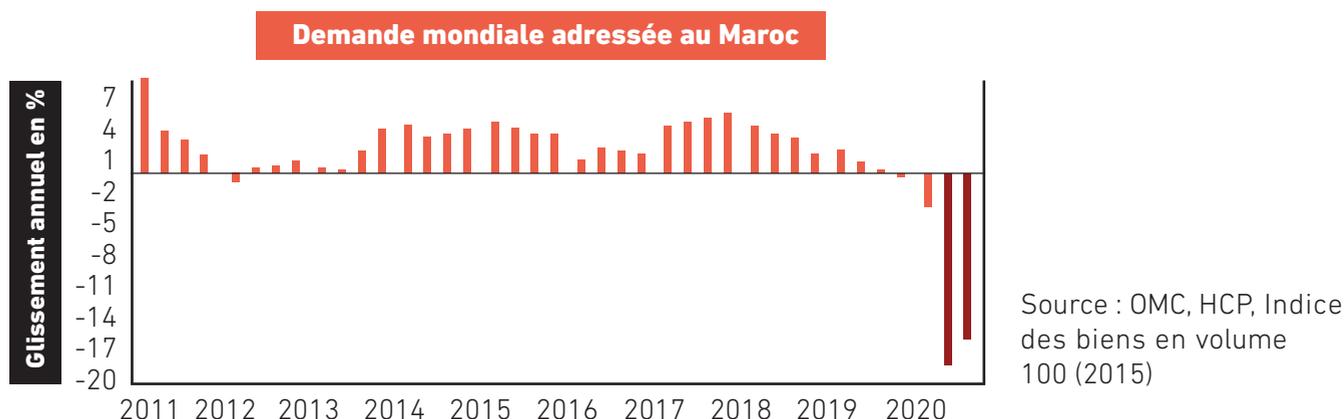
La crise sanitaire Covid-19 a profondément dégradé la conjoncture économique au premier semestre 2020. D'après les "Perspectives économiques mondiales", publiées par la Banque mondiale¹, l'économie internationale devrait connaître un fort ralentissement avec une contraction du PIB planétaire de l'ordre de 5,2% en 2020, en raison du "choc massif et brutal produit par la pandémie de coronavirus et par les mesures d'arrêt de l'activité prises pour l'enrayer".

Une récession mondiale historique

Dans les "économies avancées", la récession serait de -7%, selon la Banque mondiale, tandis que dans les "pays émergents et en développement" elle se limiterait à -2,5%. Ainsi, 71 millions de personnes basculeraient dans l'extrême pauvreté, notamment en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Toujours d'après l'institution internationale, il faudrait attendre 2021 pour observer une reprise de l'économie, avec une croissance qui pourrait s'établir à 4,2% dans le monde : 3,9% dans les "économies avancées" et 4,6% dans les "pays émergents et en développement". Dans ce scénario, le reflux de la pandémie serait suffisant pour permettre la levée des restrictions nationales dans les prochaines semaines. Dans le cas contraire, ou en cas de 2ème vague, la situation deviendrait encore plus complexe.

Baisse du PIB marocain en 2020

Particulièrement touché après plusieurs mois de confinement, le Maroc connaît aussi des difficultés liées aux incertitudes concernant l'ouverture des frontières et son tourisme. D'après la Banque mondiale, le PIB du Royaume diminuerait de 4% en 2020, mais les prévisions restent très incertaines. Le 2ème trimestre a été particulièrement dur, avec une contraction de 13,8% de l'économie nationale selon le Haut-Commissariat au Plan (HCP)². Cette baisse s'explique notamment par l'activité très faible des secteurs secondaire et tertiaire : la valeur ajoutée non agricole a ainsi diminué de 14,4% durant cette période. Quant à l'agriculture, qui emploie la majorité de la population active du pays, elle a connu une baisse de 6,1%. De plus, le Royaume doit faire face à une diminution de la demande étrangère d'environ 18%, principalement dans les domaines de l'automobile et de l'aéronautique, qui nuit beaucoup à son activité industrielle.



1 <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/33748/9781464815539.pdf>

2 <https://www.hcp.ma/attachment/1974370/>

Le Royaume en quête de rebond

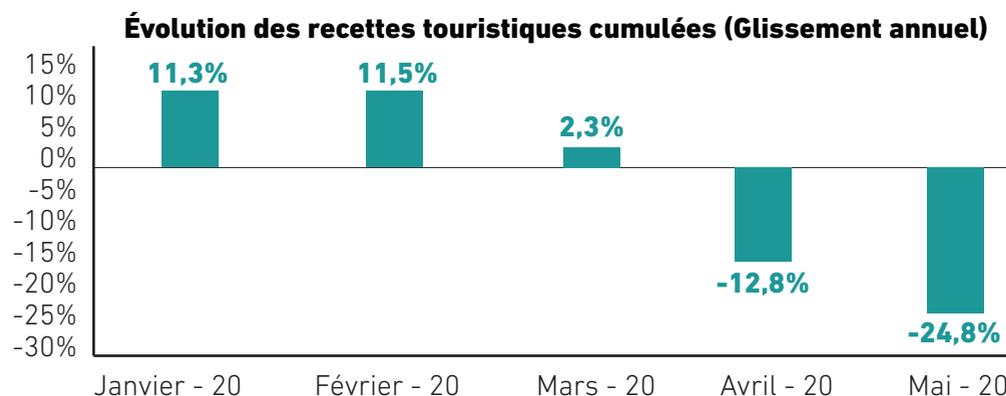
Toutefois, comme l'indique la Direction des Études et des Prévisions Financières (DEPF) du ministère de l'Economie et des Finances, dans sa note de conjoncture du mois de juin 2020³, "le redémarrage progressif de l'activité post-confinement, associé aux mesures de relance massives, devrait soutenir une reprise de l'économie". Le 3ème trimestre devrait ainsi voir la baisse de la valeur ajoutée non agricole s'atténuer progressivement, grâce à la reprise des activités commerciales et industrielles. Les entreprises marocaines s'apprentent à vivre une reprise graduelle selon l'évolution de la situation sanitaire. Néanmoins, tous les secteurs ne sont pas logés à la même enseigne : certains pourraient rebondir rapidement, tandis que d'autres risquent de connaître une crise profonde.

Le tourisme sans visibilité

Parmi les secteurs fortement touchés, le tourisme est largement sinistré. Pratiquement à l'arrêt durant 3 mois, les professionnels comptent sur le marché intérieur pour compenser quelque peu l'absence prolongée des touristes étrangers. En effet, l'ouverture totale des frontières n'est pas encore prévue, alors que la saison estivale est bien entamée. Selon la Confédération Nationale du Tourisme (CNT) et la Fédération Nationale de l'Industrie Hôtelière (FNIH), le secteur a déjà perdu plus de 30 milliards de Dirhams et près de 500 000 emplois. Par ailleurs, dans une récente étude⁴, la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) explique que le Maroc sera le 7ème pays le plus touché au monde en termes de tourisme, craignant jusqu'à 110 milliards de Dirhams de pertes sur l'année 2020.

Country	% Change (GDP)
Jamaica	-11
Thailand	-9
Croatia	-8
Portugal	-6
Dominican Rep.	-5
Kenya	-5
Morocco	-5
Greece	-4
Mauritius	-3
Senegal	-3
Ireland	-3
Egypt	-3
South Africa	-3
Malaysia	-3
Spain	-3

Source : GTAP simulations (see appendix table A3 for the detailed numbers)



Source : Office des Changes - DEPF

3 <http://depf.finances.gov.ma/publications/280/Notedeconjoncture280.pdf>

4 https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/ditcinf2020d3_en.pdf

L'aéronautique et l'automobile patient

Ce confinement inédit de l'ensemble des pays du monde a directement touché l'activité du transport aérien. En conséquence, les compagnies ont gelé leurs investissements et prévu des plans sociaux pour espérer survivre à la crise. C'est notamment le cas de la Royal Air Maroc, qui vient d'annoncer d'importantes mesures d'austérité. Mais plus largement, c'est également l'industrie aéronautique qui fait face à une chute des commandes. Au Maroc, où ce secteur était devenu l'un des moteurs de l'export, l'activité a diminué de 30 à 50%. De nombreux équipementiers attendent le redémarrage, qui devrait intervenir après la reprise des vols internationaux.

La situation devrait évoluer un peu plus rapidement dans le domaine automobile, qui était lui aussi à l'arrêt durant le confinement. D'après la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM), 71 milliards de Dirhams de chiffre d'affaires ont été perdus et près de 150 000 emplois sont menacés. Secteur majeur de l'industrie marocaine, avec de nombreuses exportations chaque année, l'automobile attend un signe des grands constructeurs. Là encore, les équipementiers de Tanger, Casablanca et Kénitra notamment scrutent les tendances avec impatience.

Reprise progressive des autres secteurs

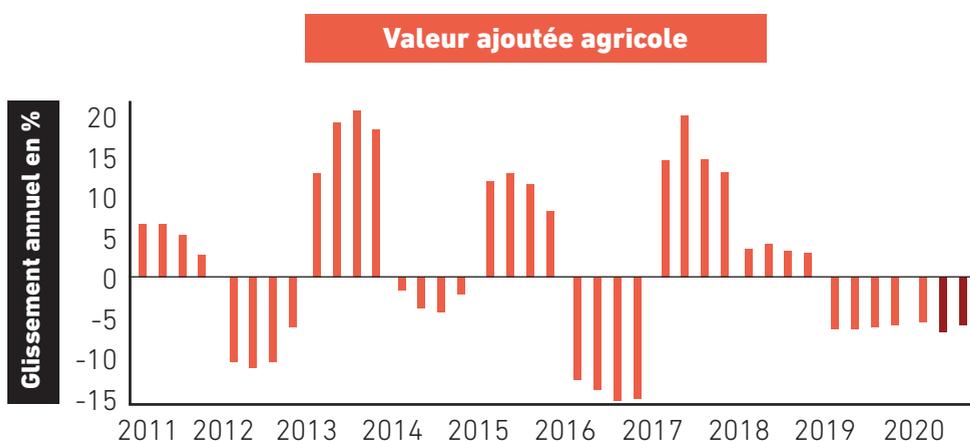
Selon le Haut-Commissariat au Plan (HCP), au-delà de ces secteurs, le 3ème trimestre devrait permettre une reprise de l'économie nationale, sans pour autant retrouver les tendances d'avant crise. La demande étrangère adressée au Maroc « s'améliorerait de 3% par rapport au 2ème trimestre, mais sa baisse, en variation annuelle, se situerait à -15,6% ». De même, « la demande intérieure se redresserait, pour sa part, modérément et lentement ».

La valeur ajoutée des activités agricoles devrait continuer à baisser, mais sans s'accompagner d'une augmentation de l'inflation alimentaire. « L'offre locale agricole, bien qu'en baisse par rapport à la même période de l'année passée, resterait excédentaire par rapport à la demande, notamment pour les cultures maraichères, les cultures fruitières et les productions animales ».

Dans le secteur secondaire, la baisse de l'activité atteindrait -5,8%. La diminution de la valeur ajoutée industrielle s'atténuerait « avec la reprise des industries adressées au marché local, mais les perspectives du faible redressement de la demande étrangère continueraient de peser sur les industries orientées vers l'export ». Du côté des mines, la baisse de la consommation agricole dans le monde devrait brider la dynamique de la demande internationale de fertilisants, dans un contexte de faible performance économique mondiale. « La production des minerais non métalliques s'ajusterait à une demande extérieure moins vigoureuse, entraînant dans son sillage un ralentissement de la croissance de la valeur ajoutée minière à +0,1%, au troisième trimestre 2020 ».

Enfin, le secteur tertiaire devrait bénéficier de la dynamique des secteurs de la communication et des services non marchands, et dans une moindre mesure de la reprise des activités du commerce et du transport, alors qu'il resterait peu dynamique dans les services événementiels et dans l'hébergement. « Dans l'ensemble, la valeur ajoutée du secteur tertiaire fléchirait de 1,6%, en variation annuelle, au lieu d'une hausse de 3,8% à la même période de l'année précédente ».

Bien entendu, le HCP souligne que ces prévisions restent sujettes à des révisions plus ou moins importantes au fur et à mesure de l'évolution de la situation, toujours très incertaine.



Source : HCP